

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Venezuela-La-classe-moyenne-vit-une-surexcitation-permanente>

Venezuela : « La classe moyenne vit une surexcitation permanente »

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : samedi 24 avril 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Interview d'E. Lander, sociologue vénézuélien

Venezuela : « la classe moyenne vit une surexcitation permanente »

Par Eduardo Tagliaferro

Página 12, 29 mars 2004

Diplômé de Harvard et conseiller de la commission vénézuélienne qui négocie la Zone de libre-échange des Amériques, Edgardo Lander s'est rendu à Buenos Aires pour la discussion sur le commerce régional. Il a accepté de dévoiler à Página/12 les clés de la crise vénézuélienne. La fracture sociale. Les temps de l'opposition et ceux du gouvernement. Le plan économique de Chávez.

Quel impact la prochaine élection présidentielle aux Etats-Unis a-t-elle sur le Venezuela ?

Récemment, un groupe de religieux oecuméniques de Californie est venu à Caracas. Ils ont visité des quartiers populaires et quelques projets sociaux. Ils m'ont demandé de faire une réunion pour que je leur explique ma vision sur ce qui se passe au Venezuela et la position vénézuélienne par rapport à l'ALCA. Quand la réunion s'est terminée, ils m'ont demandé : "Que pouvons-nous faire aux Etats-Unis en solidarité avec le Venezuela ?". Je leur ai immédiatement répondu : "Virez George W. Bush". Il n'y a pas de plus grande solidarité que de se débarrasser de cette administration républicaine, fondamentaliste, de droite, impériale, qui est la plus grande menace non seulement pour le Venezuela mais pour le monde.

Ne craignez-vous pas que le processus électoral américain conduise à des aventures politiques au Venezuela ?

Pendant les deux dernières années, l'opposition vénézuélienne a fait deux tentatives sérieuses pour renverser le gouvernement d'Hugo Chávez. En premier lieu le coup d'état du 11 avril 2002, qui a clairement profité des appuis des Etats-Unis. Postérieurement, entre décembre 2002 et février 2003, elle a organisé le lock-out patronal et pétrolier. Dans ces deux tentatives, l'opposition est sortie vaincue. Le coût politique et économique pour le pays a été très élevé. Le coût économique du lock-out pétrolier a été dramatique. Pour un pays où plus de 90 pour cent des rentrées de devises proviennent du pétrole, trois mois sans importation ont représenté une perte de 10 milliards de dollars. Nous en étions arrivés au point de devoir importer de l'essence puisque dans le cas contraire tout le pays aurait été paralysé.

Quels sont les points d'appui de l'opposition ?

L'opposition continue à disposer de deux points d'appui fondamentaux, grâce auxquels elle jouit d'un soutien politique indéniable dans les couches moyennes. Le premier est le contrôle qu'elle exerce sur les médias. Ce contrôle sur la télévision et les radios est total. Elles sont dans l'opposition militante contre le gouvernement de Chávez. L'autre appui est celui des Etats-Unis.

Les médias peuvent-ils déséquilibrer les rapports de force à l'intérieur du processus vénézuélien ou leur influence agit-elle principalement sur l'opinion publique internationale ?

Ils influencent ces deux domaines. L'une des caractéristiques du processus vénézuélien est le rôle politique des médias. Les médias sont toujours un instrument politique et ce n'est pas une nouveauté. Nous savons par exemple qu'El Mercurio a joué un rôle important dans la campagne de déstabilisation contre Salvador Allende. Mais au Venezuela une question nouvelle se pose. Les principaux médias, je parle des journaux et de la télévision, ont

abandonné leur tâche d'informer et se sont transformés en instruments politiques. C'est comme si l'ensemble des médias optait pour le modèle des journaux partisans. Prenons par exemple le cas du Parti communiste. Il est logique que ses journaux ne prétendent pas informer et leurs gros titres sont une consigne, une dénonciation. C'est leur raison d'être, c'est là leur fonction. Si le moyen d'obtenir une information pour la grande majorité passe par des médias qui n'informent pas et qui font tout ce qu'ils font en fonction d'un objectif politique, il est évident que d'énormes distorsions se créent. L'une des caractéristiques de la polarisation vénézuélienne est que nous avons affaire à une société scindée.

Socialement ?

Non seulement scindée en classes ou en partis politiques mais aussi scindée cognitivement. Les faits sur lesquels un secteur forme son opinion sont une chose, et les faits sur lesquels un autre secteur forme la sienne en sont une autre. Aucun dialogue n'est possible. Il y a une dissonance totale. C'est une schizophrénie totale. Un large secteur des classes moyennes vit dans une surexcitation permanente. Ils croient véritablement être au bord d'une dictature castro-communiste, comme ils la définissent. Ils croient qu'on va leur enlever leurs voitures et l'autorité paternelle sur leurs enfants. Une vraie paranoïa.

Quelles alternatives politiques Chávez a-t-il pour désentraver cette situation ?

D'abord, il faudrait savoir ce qui s'est passé avec le référendum. La Constitution établit que pour tout élu, une fois passée la moitié de son mandat, avec 20 pour cent des signatures du district correspondant et une fois ces signatures révisées, le référendum révocatoire est accepté. D'abord, le oui doit l'emporter sur le non. Et ensuite, le oui doit obtenir davantage de voix que le personnage en question quand il a été élu.

Maintenant, l'opposition a recueilli les signatures et elle a fait valoir qu'elle en avait presque un million de plus que nécessaire. Comme mécanisme, on a établi une procédure semi-officielle. Au moment du dépouillement, on a détecté qu'environ 400 mille signatures n'étaient pas passées par le système de registre. Environ 250 mille correspondaient à des personnes mortes, à des étrangers, à des gens qui ne figuraient pas dans les registres électoraux ou à des mineurs, c'est-à-dire une tricherie directe. On a aussi détecté des cas où des numéros de cartes d'identité étaient reproduites plusieurs fois. Des centaines de listes correspondaient au même modèle. C'est ce qu'on appelle une liste « plana » d'après la page (plana) d'écolier qui reproduit le modèle d'écriture avec la même calligraphie. Beaucoup de signatures présentaient les caractères habituels des signatures dites inventées.

Quel rôle le Centre Carter a-t-il joué dans ce processus ?

Le Centre Carter et l'Organisation des Etats américains (OEA) ont été présents pendant le processus depuis qu'ils se sont assis aux tables de dialogue et de négociation entre le gouvernement, l'opposition et le PNUD. On a discuté la manière de poursuivre le mécanisme, lequel avait également été établi par la Constitution. Dans ce processus, le Centre Carter et l'OEA ont déclaré en conférence de presse qu'ils avaient tout surveillé depuis le début et qu'il s'agissait d'un processus transparent. Ils ont dit : "Nous n'avons pas été d'accord avec le mécanisme qui exigeait la ratification des signatures mais nous estimons que le processus est toujours ouvert". Ils ont décidé de valider ce qui était accompli au-delà de leur divergence sur une décision. L'opposition s'est accrochée à ce point partiel et s'est mise à répandre le bruit que l'OEA et le Centre Carter n'étaient pas d'accord sur le processus et que cela pourrait affecter la décision finale. L'opposition a dit qu'elle ne participerait pas au processus de ratification des signatures. Elle a aussi déclaré que celui qui y participerait conforterait Chávez. Le problème de l'opposition est qu'au mois d'août [1] se tiennent les élections des gouverneurs et des maires. Le délai pour la présentation des candidatures expire maintenant, à la fin de mars. Si l'opposition dit que le Conseil électoral est illégitime, elle ne peut pas participer aux élections d'août. Il lui serait très difficile d'argumenter. La question que se pose l'opposition est : sommes-nous oui ou non en état de renverser Chávez maintenant ?

Et que répondent-ils ?

Si la réponse est "oui", ils vont oublier le référendum, les élections et tout le reste. Leur tactique sera de susciter l'agitation jusqu'au renversement de Chávez. Or, si leur réponse est "nous ne pouvons pas le renverser", si les élections se concrétisent et qu'il n'y a pas de candidats de l'opposition, cela voudrait dire qu'ils abandonnent toutes les charges représentatives à Chávez. Pour certains secteurs de l'opposition qui ne recherchent pas de charges électorales, la logique de la confrontation les fortifie. Mais pour certains partis de l'opposition comme Action démocratique, un parti de longue tradition, avec un certain enracinement national, et dont la présence dans les organismes institutionnels lui fournit une partie des ressources qui lui permettent de continuer d'agir, livrer tous ces secteurs signe sa mort politique. Ici, des divisions se sont produites au sein des opposants. Finalement la logique s'impose d'obtenir des changements à l'intérieur de l'institutionnel.

L'opposition à Chávez a-t-elle un avenir ?

Nous savons, nous les gens de gauche, que les erreurs et les défaites se paient et qu'il faut du temps pour les surmonter. L'opposition a commis de sérieuses erreurs. Erreurs et défaites marquées par sa maladresse, par sa vision à court terme. Ils vivent dans une logique d'agitation par laquelle ils veulent chaque semaine renverser le Président. Le gouvernement a développé une capacité de gestion publique très supérieure. Surtout dans les politiques sociales.

Quel type de politiques ?

Il poursuit un processus d'alphabétisation d'un million de personnes. Il fait un registre national de toutes les personnes qui ont achevé l'enseignement primaire, mais pas le secondaire. Le gouvernement a promu un système universitaire parallèle, les Universités bolivariennes. Il cherche ici un processus démocratique d'entrée à l'université qui favorise expressément les secteurs populaires exclus, en même temps qu'une transformation du modèle éducatif, du modèle de la connaissance et du type de carrières. Dans la santé, il poursuit un programme de haut impact avec la présence de 10 mille médecins cubains établis dans les quartiers les plus populaires, avec des gardes 24 heures sur 24, avec des soins gratuits pour les problèmes de base.

Dans l'emploi, il développe le programme "Vuelvan Caras", qui suscite la réactivation de centres de production inactifs, de l'entraînement aux compétences des métiers, la promotion des capacités d'organisation pour créer de petites entreprises et coopératives, le financement de ces activités, des mécanismes de génération de demande de marché à travers les achats du gouvernement. Nous ne parlons pas de travaux publics d'urgence mais d'une génération d'activité productive et d'auto-emploi. Cette politique a un impact extraordinaire. Une chose déjà connue dans l'histoire latino-américaine.

Avec quel autre moment de l'histoire latino-américaine le présent vénézuélien est-il comparable ?

Ici (en Argentine), vous avez connu la réalité du péronisme. Dans la structure coloniale et raciste de nos sociétés, les systèmes politiques libéraux ont été excluants. Le modèle de citoyenneté correspond au petit blanc, urbain et, pendant longtemps, également masculin. Comme si nous étions tous Européens et Parisiens et que le reste des gens n'était pas là. Dans certains pays on exclut par la loi. Dans d'autres on exclut de fait.

Comment se produisait cette exclusion au Venezuela ?

L'image que je donne toujours du Venezuela est celle d'une fête. Une fête de la haute société à laquelle prennent

part des gens très bien habillés, parfumés, avec des manières splendides, buvant du champagne dans de très longues coupes de cristal et prenant leur nourriture avec beaucoup de délicatesse. Tout à coup et sans prévenir fait irruption une foule à la peau foncée, sale, sentant mauvais, et qui saisit la nourriture avec la main. Cette impression qu'on s'empare de la maison conduit ceux qui jouissaient du festin à dire : "Qu'est-ce qu'ils font ici ceux-là ? Nous étions si bien avant." Au Venezuela existe le mythe d'une société très démocratique. Qu'il y a une démocratie sociale et raciale. Que le racisme n'existe pas, que la société vénézuélienne est très bien élevée et que tout le monde se tutoie, ce qui indique un comportement informel et égalitaire. C'est un mythe. Il en était ainsi tant que les pauvres restaient à leur place. Maintenant que les pauvres exigent de prendre part à la fête, un racisme sans précédent s'est déchaîné. Sur les sites internet de l'opposition, on parle des singes, des hordes chavistes.

Ici, l'oligarchie parlait des petites têtes noires (cabecitas negras, en Argentine).

C'est à cela que je me réfère. Depuis l'Argentine, pour y avoir connu le péronisme, on peut très bien comprendre le processus que nous vivons. Je parle d'un processus raciste, de classe. Ils se demandent généralement pourquoi Chávez a divisé la société vu que nous allions tous si bien. Comment peuvent-ils dire que Chávez a divisé la société ? La majorité n'était pas là, même si elle n'apparaissait pas sur la photo.

Qu'est-ce que c'est cette fable ?

En 2001, Fidel Castro a comparé Chávez et Perón. Il a dit que Perón a humilié l'oligarchie et que Chávez l'a expropriée.

En est-il ainsi ?

Chávez n'a exproprié personne. Le projet de base vers lequel se dirige le pays, c'est la Constitution qui le définit. C'est la principale offre politique de Chávez au pays. Ce n'est pas un texte qui a quelque chose à voir avec des expropriations. C'est évidemment un texte absolument étatiste du point de vue de la vision néolibérale contemporaine. Du point de vue économique, l'État joue un rôle prioritaire dans l'industrie de base, l'État est le propriétaire inaliénable du pétrole et de l'industrie pétrolière, l'industrie pétrochimique, l'infrastructure, les politiques sociales, culturelles, l'Etat a l'obligation de garantir l'accès à la santé, à l'éducation.

Sur la question agraire, n'y a-t-il pas eu non plus d'expropriations ?

En ce qui concerne la terre, la Constitution établit l'interdiction expresse du latifundio. Cette orientation commence à se mettre en oeuvre avec la Loi de la terre. Comme il existe au Venezuela une grande quantité de terres publiques, ce sont elles qu'on a utilisées pour la réforme agraire. Des expropriations de terres proprement dites, on n'en a pas faites. Au moment de définir la grande propriété, on ne parle pas seulement de l'extension des terres mais aussi des terres improductives. Bien qu'il y ait eu des conflits localisés de producteurs qui ont pris des terres privées et des sicaires engagés par des éleveurs qui ont fini par tuer quelques dirigeants paysans, il n'y a pas eu d'expropriations. C'est plus une paranoïa qu'autre chose.

Comment évaluez-vous l'attitude du gouvernement argentin qui a eu une entrevue avec l'opposition vénézuélienne ?

C'est une chose très négative. Si elle avait eu lieu dans un autre contexte, bon... Après le discours que Kirchner a prononcé à Monterrey où il a été convenu qu'une réunion aurait lieu à Caracas entre lui-même, Lula et Chávez, pour promouvoir d'une certaine manière un projet géopolitique commun, pour définir des positions communes sur des

sujets comme l'intégration, l'ALCA, la dette, en recevant l'opposition dans cette perspective-là, il me semble qu'il s'est trompé. Dans ce contexte, le fait que la chancellerie argentine, qui est bien sûr traversée par tous les types de lignes politiques, ait promu cette réunion, rend flou le discours de Kirchner. Cela n'a pas été du tout heureux, mais pas non plus très grave.

Qu'attendez-vous des gouvernements latino-américains ?

Ce n'est pas tant ce qu'ils pourraient faire pour le Venezuela. Suivant ce qui va se passer en Bolivie et aux prochaines élections en Uruguay, il faut que les Latino-américains comprennent qu'ils doivent avancer de manière plus énergique vers la consolidation de politiques communes, à la façon de la déclaration de Kirchner à Monterrey, ou bien vers le fameux Consensus de Buenos Aires, à la façon de la réunion entre Lula et Kirchner à Copacabana. Il faut intégrer, mais pas à partir d'une vision néolibérale. Cela ne sert à rien.

Est-elle très archaïque, la proposition d'un club de débiteurs ?

Si l'Argentine à elle seule a la capacité de semer la panique au Fonds Monétaire International, que ne ferait pas un club de débiteurs. Si 10 pays se mettent d'accord pour négocier ensemble, on imagine ce qu'ils pourraient obtenir. Cela n'est pas illégitime. Les créanciers sont organisés en club, ils ont en outre le FMI qui les défend et conditionne les négociations avec les organismes multilatéraux sur ce qu'il adviendra avec les créanciers privés. Il ne faut pas se résigner à agir individuellement.

Attendez-vous quelque chose des démocrates étasuniens ?

Le rôle des Etats-Unis dans le système monde actuel a une dynamique qui surmonte les différences entre les démocrates et les républicains. Il suffit de voir leur conduite sur l'Iraq, par exemple. Or, je te dis aussi le contraire. Il est absolument indispensable de ne pas croire que le système américain soit monolithique et qu'il soit indifférent à tout ce qui arrive. Ce qui est au pouvoir actuellement aux Etats-Unis est le pire possible. Évidemment, ce qui est en jeu représente beaucoup et ses effets peuvent être à long terme. Ce gouvernement a une capacité énorme à nommer des juges, et ceux qu'il nomme sont fondamentalistes de droite, racistes, ségrégationnistes. Les effets se verront dans le long terme. Nous ne pouvons pas dire que les républicains ou les démocrates sont la même chose.

Traduction : Hapifil, pour RISAL.

Post-scriptum :

Notes de traduction :

[1] Ces élections sont finalement reportées au 26 septembre 2004.